



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)

**Accord-cadre de techniques de l'information et de la communication
N° 2025.03**

**« Fourniture, mise en œuvre et maintenance
d'équipements d'automatisation RFID
pour la BU SHS de l'Université de Lille »**

Consultation établie en application du Code de la commande publique :
*Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la
commande publique et de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant
partie législative du code de la commande publique:*

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2018/12/3/2018-1075/jo/texte>

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2018/11/26/2018-1074/jo/texte>

Sommaire

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales	4
1.1. Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2. Décomposition du contrat.....	4
1.3. Accord-cadre à bons de commande	4
1.4. Conditions de passation des bons de commande.....	4
1.5. Durée.....	5
Article 2 : Pièces contractuelles de l'accord-cadre	5
Article 3 : Délais d'exécution.....	5
3.1. Délais	5
3.2. Prolongation des délais	6
Article 4 : Garanties financières.....	6
Article 5 : Prix de l'accord-cadre.....	6
5.1. Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
5.2. Modalités de variations des prix	6
Article 6 : Avance	7
6.1. Conditions de garantie pour le versement de l'avance	7
6.2. Modalités de règlement de l'avance.....	7
6.3. Modalités de remboursement de l'avance.....	8
Article 7 : Modalités de règlement des comptes	8
7.1. Modalités de règlement des comptes	8
7.2. Présentation des demandes de paiements	9
7.3. Délai global de paiement	10
Article 8 : Pénalités	10
8.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations.....	10
8.2. Pénalités pour indisponibilité pour les prestations de garantie et de maintenance	10
8.3. Pénalités en cas de non-respect des obligations relatives à la protection des données	11
8.4. Pénalité pour travail dissimulé.....	11
Article 9 : Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....	11
9.1. Stockage, emballage et transport	12
9.2. Conditions de livraison.....	12
Article 10 : Constatation de l'exécution des prestations	12
10.1. Opérations de vérifications	12
10.1.1. Vérifications quantitatives.....	12
10.1.2. Vérifications qualitatives	12
10.2. Admission.....	15
Article 11 : Garantie.....	15
Article 12 : Maintenance	15

Article 13 : Utilisation des résultats.....	16
Article 14 : Assurances	16
Article 15 : Résiliation de l'accord-cadre	16
Article 16 : Droit et Langue	17
Article 17 : Clauses complémentaires.....	17
17.1. Modification de l'accord-cadre.....	17
17.2. Prestations similaires	17
17.3. Évolution technique des matériels.....	17
Article 18 : Obligations liées au respect de la protection des données personnelles.....	18
Article 19 : Confidentialité	18
Article 20 : Dérogations au CCAG-TIC	18

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1. Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :
« **La fourniture, la mise en œuvre et la maintenance d'équipements d'automatisation RFID pour la BU SHS de l'Université de Lille** »

Les stipulations techniques sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières.

Lieu(x) d'exécution : Villeneuve-d'Ascq

Le présent accord-cadre est passé sous la forme de procédure d'appel d'offres ouvert selon les dispositions des articles R.2124-2, 1° et R.2161-1 à 5 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

1.2. Décomposition du contrat

Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer car la dévolution en lots séparés pourrait entraîner un surcoût pour l'Université en raison de volumes de commandes réduits pour chaque lot et donc d'offres potentiellement moins avantageuses financièrement. En outre, l'absence de cohérence technique de l'ensemble des équipements acquis alourdirait le suivi de projet que l'Université devra assurer pour la mise en œuvre et multiplierait inutilement les logiciels de gestion nécessaires pour l'exploitation et l'administration des équipements par l'Université.

1.3. Accord-cadre à bons de commande

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 du Code de la commande publique.

En application de l'article R.2162-4.2° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est passé sans minimum mais avec un maximum annuel en valeur de 250 000 € HT soit 1 000 000 € HT sur la durée maximale du marché.

Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

1.4. Conditions de passation des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- la date et le numéro de l'accord-cadre
- la date et le numéro du bon de commande
- la nature et la description des prestations à réaliser (numéros des postes du BPU concernés et quantités)
- les délais d'exécution
- la date de début d'exécution ; en cas d'absence, la date de début sera la date de notification du bon de commande
- les lieux d'exécution des prestations
- le montant du bon de commande
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la dernière période de l'accord-cadre.

1.5. Durée

Conformément aux articles L.2125-1 et R.2112-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an (1) à compter de la date de sa notification. Il pourra être reconduit tacitement trois (3) fois un (1) an. Sa durée totale ne pourra excéder quatre (4) ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

En cas de non-reconduction du marché par décision du pouvoir adjudicateur, le titulaire ne saurait prétendre au paiement d'indemnités.

Article 2 : Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après (dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC) :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses particulières (CCAP) dont seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes dont seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021), consultable sur : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310689>
- Le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC)
- Le bordereau des prix unitaires du titulaire
- Le cadre de mémoire technique du titulaire et ses annexes.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Article 3 : Délais d'exécution

3.1. Délais

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG-TIC, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification (sauf si le bon de commande prévoit une date différente)

Par dérogation à l'article 13.2.1 du CCAG-TIC, il court jusqu'à l'admission positive des prestations par l'acheteur, donc après MOM, VA et VSR si ces étapes de vérification sont applicables.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande.

En cas d'absence du délai d'exécution ou de livraison sur un bon de commande, le délai maximal suivant devra être respecté par le titulaire :

- Consommables : 2 mois dont 1 mois de vérification
- Platines RFID : 5 mois dont 3 mois de VSR
- Portiques antivol : 6 mois dont 3 mois de VSR
- Compteurs de passage avec caméra : 6 mois dont 3 mois de VSR

- Automates de prêt-retour libre-service : 6 mois dont 3 mois de VSR
- Système de retour : 8 mois dont 3 mois de VSR
- Terminaux RFID mobiles : 6 mois dont 3 mois de VSR
- Bon de commande ne comportant que des prestations de services (pas de fourniture de matériel ou de consommable) sans VSR : 3 mois

3.2. Prolongation des délais

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG-TIC sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG-TIC, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

Article 4 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 5 : Prix de l'accord-cadre

5.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations, objet du présent accord-cadre, sont rémunérées par application des prix unitaires fixés au bordereau des prix unitaires, appliqués aux prestations réellement exécutées.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont mentionnés franco de port quel que soit le montant de la commande.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prix s'entendent également contribution écologique comprise, contribution destinée à couvrir les coûts supplémentaires liés à l'enlèvement et au traitement des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (appelés DEEE) collectés sélectivement (article L541-10-02 du Code de l'environnement).

5.2. Modalités de variations des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de l'offre par le titulaire indiquée à l'acte d'engagement ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 15,0\% + 85,0\% (I_n/I_0)$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Io : valeur de l'indice de référence au mois zéro.
- In : valeur du dernier indice de référence définitif connu au mois n.

Le mois « n » retenu pour la révision est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les indices de référence I, publié(s) par l'Insee ou par le Moniteur des travaux publics, sont les suivants :

Postes du BPU	Indice	Libellé de l'indice
1.* 2.* 5.* sauf 5.1 et 5.28 6.* sauf 6.1 7.* sauf 7.1	A17 C3	<i>Indice de prix d'importation de produits industriels – A17 C3 – Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines - Zone Euro Identifiant 010535940</i> publié par l'Insee
Autres postes du BPU	SYN REVISE	<i>Indice Syntec révisé</i> publié au Moniteur des Travaux Public

Les coefficients de révision des prix seront arrondis au millième supérieur.

Le titulaire de l'accord-cadre joint à chaque demande de paiement le détail des calculs avec justifications à l'appui, du coefficient de révision des prix.

L'ensemble des prix mentionnés dans les avenants sont révisés dans les mêmes conditions que l'accord-cadre initial. Le mois m0 est celui mentionné au présent article.

Article 6 : Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€ HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-TIC, l'option retenue pour les avances est l'option B.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

6.1. Conditions de garantie pour le versement de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

6.2. Modalités de règlement de l'avance

L'avance sera versée dans le délai global de paiement à compter de la date de début d'exécution du bon de commande.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

6.3. Modalités de remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance intervient lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant initial.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Article 7 : Modalités de règlement des comptes

7.1. Modalités de règlement des comptes

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

Prestations de mise en œuvre soumises à des vérifications qualitatives de type MOM / VA / VSR

Des acomptes seront versés au titulaire. Les montants seront calculés sur la base des opérations de vérification (MOM / VA / VSR) :

- Mise en ordre de marche acceptée par l'acheteur : acompte de 30,00 % du montant total
- Vérification d'aptitude prononcée positivement : acompte de 40,00 % du montant total
- Admission prononcée positivement : solde, soit 30,00 % du montant total.

Afin que la périodicité des acomptes reste inférieure ou égale à 3 mois conformément à l'article R2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire pourra présenter un acompte de 1,00 % du montant total s'il n'a pas soumis d'acompte sur les 3 derniers mois.

Formations

Les formations seront payées à 100 % après service fait. Les demandes de paiement feront l'objet de règlements partiels définitifs.

Consommables (rouleaux de papier)

Les consommables seront payés à 100 % après admission positive. Les demandes de paiement feront l'objet de règlements partiels définitifs.

Prestations de mises en œuvre - Autres cas

Certains bons de commande pourront faire l'objet :

- d'un paiement unique et complet dès l'admission positive par l'acheteur des fournitures ou prestations de services. Les demandes de paiement feront l'objet de règlements partiels définitifs.
- ou bien d'un paiement au prorata du temps écoulé. Les demandes de paiements feront l'objet d'acomptes.

Une mention spécifique dans le bon de commande indiquera les modalités retenues pour le règlement des comptes.

Maintenance et extension de garantie et de maintenance au samedi et au dimanche

Le paiement interviendra annuellement à terme à échoir. Pour les périodes ne correspondant pas à une année entière, le prix sera calculé au prorata du nombre de jours. Les demandes de paiement feront l'objet de règlements partiels définitifs.

7.2. Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-TIC.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmission des factures électroniques s'applique aux contrats publics

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail **CHORUS PRO** - <https://chorus-pro.gouv.fr> - (SIRET : 130 029 754 00012 et Siren : 130 029 754, pas de code service)

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, le contact est l'agence comptable : facturier-ulille@univ-lille.fr

Le Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique précise en son article R.2392-3 que l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission

Les demandes de paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de marché (accord-cadre) : n°2025.03
- le numéro du bon de commande commençant par 45.....;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- Le détail des prix unitaires hors TVA et des quantités avec mention obligatoire des postes du BPU concernés ;
- le montant des fournitures admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-TIC ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'accord-cadre et directement liés à l'accord-cadre ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre.

Les factures transmises en dehors de ces obligations ne seront pas traitées.

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.
- Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

7.3. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 8 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre. La formule de variation de prix ne sera pas appliquée aux pénalités.

Les pénalités sont cumulatives et appliquées sur le montant TTC des sommes réglées.

8.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Ce paragraphe concerne les postes 1.*, 2.*, 3.*, 4.* et 8.* du BPU.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, en cas de retard dans l'exécution ou la livraison des prestations, il est appliqué au titulaire une pénalité calculée au moyen de la formule suivante :

$$P = V \times R / 180$$

Avec :

P : montant de la pénalité

V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R : nombre de jours calendaires de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités de retard appliquées pourra excéder 10 % du montant total hors taxes de l'accord-cadre, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par l'acheteur. Le titulaire ne sera pas invité à présenter ses observations.

8.2. Pénalités pour indisponibilité pour les prestations de garantie et de maintenance

Ce paragraphe concerne les postes 5.*, 6.* et 7.* du BPU.

Toute anomalie constatée dans le fonctionnement des matériels et logiciels objet de l'accord-cadre est considérée comme une indisponibilité. L'indisponibilité peut être totale ou quasi-totale (anomalie majeure) ou bien partielle (anomalie mineure).

La durée de correction d'une anomalie est le temps qui s'écoule :

- entre la demande écrite de correction de l'anomalie faite au titulaire par l'acheteur (via message électronique ou via le système de gestion des anomalies en ligne du titulaire)

- et la constatation signifiée par écrit au titulaire par l'acheteur de la résolution ou du contournement de l'anomalie constatée (via message électronique, via le système de gestion des anomalies en ligne du titulaire ou via la signature d'un bordereau d'intervention).

Pour les anomalies mineures uniquement, le délai de correction d'une anomalie ne prendra pas en compte les périodes au cours desquelles le titulaire attendra des demandes de précisions de la part de l'Université. Si le problème est aléatoire (pas de reproduction systématique), la fourniture de copies d'écran (ou de photos) montrant le problème et sa répétition sur au moins deux journées différentes pourra être considérée par l'Université comme une information suffisante pour déclencher la mesure du délai de correction.

Tout retard de correction d'une l'anomalie par rapport aux obligations contractuelles du titulaire peut donner lieu à l'application de pénalités forfaitaires d'un montant de 350 € par jour calendaire de retard d'intervention. Lorsque l'indisponibilité n'est pas préjudiciable au bon fonctionnement du service (anomalie mineure), la pénalité est divisée par deux.

Si plusieurs indisponibilités ou retards sont constatés le même jour mais pour des anomalies distinctes, la pénalité ne peut être appliquée qu'une fois (utilisation du montant le plus élevé).

Le niveau des anomalies (mineures/majeures) et les délais de correction des anomalies sont définis dans le CCTP.

Cet article déroge à l'article 14.2 du CCAG-TIC.

Sur un an, le montant cumulé des pénalités pour les prestations de garantie et de maintenance, quelle que soit leur nature, est limitée à la valeur HT des prestations de maintenance (hors extension au samedi et au dimanche) applicables aux logiciels et matériels installés après la période de garantie (dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC).

8.3. Pénalités en cas de non-respect des obligations relatives à la protection des données

Pour tout manquement constate dans le cadre du traitement des données à caractère personnel, le pouvoir adjudicateur procède à une mise en demeure du titulaire afin qu'il se conforme au RGPD et aux stipulations du présent accord-cadre. En cas de mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire de 100 € par manquement sera appliquée au titulaire.

8.4. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant maximal TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 9 : Modalités d'exécution de l'accord-cadre

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

9.1. Stockage, emballage et transport

Concernant le stockage, l'emballage et le transport, les dispositions de l'article 20 du CCAG-TIC sont applicables.

9.2. Conditions de livraison

Les fournitures devront être livrées dans les délais prévus dans les bons de commande ou, en cas d'absence sur un bon de commande, à l'article *Délais d'exécution* du présent CCAP.

La livraison s'effectue conformément aux dispositions définies par le CCTP ainsi que dans le respect des dispositions de l'article 21 du CCAG-TIC.

Les fournitures sont à livrer à l'adresse et horaires suivants :

- 3 rue du Barreau - 59650 Villeneuve-d'Ascq
- Du mardi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Article 10 : Constatation de l'exécution des prestations

La livraison de chaque commande fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes. Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées de différentes façon en fonction des prestations concernées.

Le titulaire est soumis à une obligation générale de moyens. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

10.1. Opérations de vérifications

10.1.1. Vérifications quantitatives

Les prestations font l'objet d'une vérification quantitative conformément à l'article 31 du CCAG-TIC.

10.1.2. Vérifications qualitatives

Par défaut et conformément aux dispositions des articles 29 à 34 du CCAG-TIC, les opérations de vérifications relatives à l'acquisition et à la mise en œuvre des solutions matérielles et logicielles se dérouleront en trois étapes que sont la Mise en Ordre de Marche (MOM), la Vérification d'Aptitude (VA) et la Vérification de Service Régulier (VSR).

Mise en Ordre de Marche (MOM)

La mise en ordre de marche a pour objet de constater :

- que les matériels fournis par le titulaire sont installés dans les locaux de la BU
- que les logiciels éventuellement nécessaires sont installés sur au moins un poste informatique en place dans les locaux de la BU et, le cas échéant, une plate-forme extérieure appartenant au titulaire
- et que l'ensemble est en état de fonctionnement, même si le paramétrage ne correspond pas encore aux demandes de la BU.

La mise en ordre de marche ne peut être acceptée par l'acheteur que si les documentations suivantes ont été fournies par le titulaire :

- Dossier d'implantation
- Dossier d'architecture technique, dossier d'installation, dossier d'exploitation
- Dossier montrant la conformité du système installé au RGS version 2.0.

Le procès-verbal de mise en ordre de marche est remis à l'acheteur par le titulaire.

Le délai de 30 jours à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche de l'article 29 du CCAG-TIC n'est pas applicable.

Vérification d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques fonctionnelles et techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions détaillées dans le CCTP.

La vérification de la qualité, de l'exactitude et de l'exhaustivité des documentations est incluse dans la vérification d'aptitude.

Les opérations de vérifications ont également pour objet de contrôler les conformités à la politique de sécurité. Conformément à l'article 40.2 du CCAG-TIC, une vérification d'aptitude peut être refusée si des composants ne sont pas à jour des correctifs de failles de sécurité publiés par l'éditeur depuis un délai supérieur à trois mois.

L'acheteur débute la vérification d'aptitude uniquement après une notification du titulaire l'avisant que les prestations sont prêtes à être vérifiées. La notification peut être envoyée par courrier recommandé ou par mail ; dans ce dernier cas, la notification est réputée reçue uniquement après transmission d'un mail d'acquiescement par l'acheteur. Ces points dérogent à l'article 30 du CCAG-TIC.

Les opérations de vérification d'aptitude sont effectuées par les services de l'acheteur, notamment les agents formés à l'utilisation de la solution, dans le délai de 30 jours à partir de la date de notification du titulaire (date de première présentation du courrier recommandé ou date d'envoi du mail d'acquiescement).

Si la vérification d'aptitude est positive, un procès-verbal de vérification d'aptitude est établi par les services de l'acheteur et contresigné par le titulaire.

Si la vérification d'aptitude est négative, l'acheteur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations de l'article 34 du CCAG-TIC.

L'acheteur peut annexer des réserves au procès-verbal prononçant positivement la vérification d'aptitude. Les tests effectués lors d'une vérification d'aptitude peuvent intégrer des tests de non-régression concernant des fonctionnalités ayant déjà fait l'objet d'une opération de vérification antérieure. Les réserves annexées au procès-verbal de VA peuvent donc porter à la fois sur des nouvelles fonctionnalités mais également sur des fonctionnalités déjà en production.

Vérification de Service Régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

Par dérogation aux articles 32.4, 33.2.2 et 34.1 du CCAG-TIC :

- La durée des opérations de vérification de service régulier est de 3 mois à partir du jour de la décision positive de VA prise par l'acheteur.
- Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur les 3 mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de logiciel et de matériel ne dépasse pas 1,70 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 20 h du lundi au samedi, jours fériés exclus.
- À l'issue de la VSR, l'acheteur dispose d'un délai maximal de 15 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier. Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de 15 jours, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif.

Conformément à l'article 40.2 du CCAG-TIC, une vérification de service régulier peut être refusée si des composants ne sont pas à jour des correctifs de failles de sécurité publiés par l'éditeur depuis un délai supérieur à trois mois.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'acheteur prend une décision d'admission des prestations dans les conditions de l'article Admission du présent CCAP.

L'admission peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'acheteur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'acheteur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, décision qui peut être :

- Ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de 3 mois (dérogation à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC)
- Admission avec réfaction, dans les conditions de l'article *Admission* du présent CCAP pour les éléments non soumis à réfaction.
- Rejet.

Cette décision est prise conformément aux stipulations de l'article 34 du CCAG-TIC.

Prestations non soumises à une vérification qualitative de type MOM/VA/VSR

Formations

Chaque session de formation prodiguée par le titulaire fait l'objet d'un procès-verbal d'approbation de la part de l'acheteur émis dans un délai de 15 jours après la formation. Au-delà de ce délai, en l'absence de procès-verbal, la formation est réputée approuvée par l'acheteur.

Par dérogation aux articles 29, 30, 32 et 33 du CCAG-TIC, cette approbation constitue la vérification qualitative de la prestation de formation.

Vérifications qualitatives pour les consommables (rouleaux de papier)

Par dérogation aux articles 29, 30, 32 et 33 du CCAG-TIC, la vérification qualitative est réalisée par un test de fonctionnement sur un échantillon librement définissable par l'acheteur dans un délai de 1 mois maximum après la livraison.

Autres prestations

Par dérogation aux articles 29, 30, 32 et 33 du CCAG-TIC et après accord explicite de l'acheteur et du titulaire, certaines prestations peuvent faire l'objet d'une vérification qualitative en une seule étape qui prend la forme d'un unique procès-verbal de vérification.

L'acheteur réalise le plus rapidement possible la vérification. Si le titulaire le souhaite, il peut envoyer un courrier recommandé demandant à l'acheteur de prendre une décision d'admission des prestations ; l'acheteur doit alors notifier sa décision dans un délai de 30 jours à partir de la date de réception du courrier recommandé.

10.2. Admission

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC avec la dérogation suivante à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC : le pouvoir adjudicateur ne peut prononcer positivement l'admission des prestations non soumises à réfaction éventuelle que si les réserves annexées au procès-verbal de vérification d'aptitude et portant sur ces prestations ont été corrigées par le titulaire.

Dans le cas où de telles réserves non corrigées subsistent après la prononciation positive de la VSR, l'admission est ajournée. Par dérogation à l'article 34.2 du CCAG-TIC, l'acheteur choisit le délai maximal de correction des réserves non corrigées, ce délai ne pouvant être inférieur à 15 jours.

Conformément à l'article 35 du CCAG-TIC, l'admission des fournitures ou des matériels acquis par l'acheteur entraîne le transfert de leur propriété.

Le transfert de propriété des prestations soumises au droit de la propriété intellectuelle est effectué en application des dispositions prévues à l'article *Utilisation des résultats* ci-dessous.

Article 11 : Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie d'une durée minimale d'un an.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 36 du CCAG-TIC et détaillées de manière complémentaire dans le CCTP.

Pour chaque opération de vérification, le point de départ de la garantie est la notification de la décision d'admission qui est prononcée après les opérations de vérification (donc après la VSR de 3 mois pour les vérifications de type MOM / VA / VSR).

De manière générale, la garantie s'applique à l'ensemble des logiciels qu'ils soient édités par le titulaire ou non ; elle inclut donc, notamment, les systèmes d'exploitation, les SGBD, les serveurs Web, les modules sous licence, etc.

Par dérogation à l'article 36.7 du CCAG-TIC, la garantie porte également sur les logiciels libres inclus éventuellement dans la solution du titulaire ; en outre, celui-ci est responsable des dommages qui pourraient être causés par leur utilisation.

Toute plate-forme extérieure appartenant au titulaire est également incluse dans le périmètre de la garantie puisqu'elle est indispensable au bon fonctionnement des logiciels et matériels mis en œuvre par l'intermédiaire de l'accord-cadre.

Article 12 : Maintenance

Les matériels et logiciels mis à disposition par l'intermédiaire de l'accord-cadre doivent faire l'objet d'une maintenance fournie par le titulaire et incluse dans l'accord-cadre.

Dans le présent document et dans le CCTP, le terme maintenance désigne de manière générique les prestations de maintenance, de tierce maintenance applicative et d'infogérance définies à l'article 38 du CCAG-TIC.

Les modalités de la maintenance sont définies par les articles 38 à 42 et 10.1.4 du CCAG-TIC et détaillées de manière complémentaire dans le CCTP, notamment pour ce qui concerne les délais maximaux de correction ou de mise en place d'une solution de contournement des anomalies.

La maintenance s'applique à l'ensemble des logiciels qu'ils soient édités par le titulaire ou non ; elle inclut donc, notamment, les logiciels libres, les systèmes d'exploitation, les SGBD, les serveurs Web, les logiciels libres, les modules sous licence, etc.

Toute plate-forme extérieure appartenant au titulaire est également incluse dans le périmètre de la maintenance puisqu'elle est indispensable au bon fonctionnement des logiciels et matériels mis en œuvre par l'intermédiaire de l'accord-cadre.

Une partie des opérations de maintenance est susceptible d'être exécutée dans les locaux du titulaire. L'autre partie des opérations de maintenance sera effectuée dans les locaux de l'Université.

Article 13 : Utilisation des résultats

Les articles 43 à 46 du CCAG-TIC s'appliquent.

Article 14 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1241 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 15 : Résiliation de l'accord-cadre

Les cas de résiliation sont régis par les articles 47 à 54 du CCAG-TIC et les articles L.2195-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3, R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50 du CCAG-TIC. L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 54 du CCAG-TIC. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

Article 16 : Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 17 : Clauses complémentaires

Conformément à l'article 16.2 du CCAG-TIC (clause environnementale générale), le titulaire retenu devra de préférence proposer des produits économes en énergie et ayant un impact réduit sur l'environnement et la biodiversité, notamment en termes de déchets et favoriser le recyclage

17.1. Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'avenants dans les cas décrits aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique.

17.2. Prestations similaires

En vertu de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, les prestations pourront donner lieu à un nouvel accord-cadre sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires, prestations qui seront exécutées par le titulaire du présent accord-cadre. Les conditions d'exécution de ce nouvel accord-cadre seront identiques à celles du présent accord-cadre. Ce nouvel accord-cadre devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

17.3. Évolution technique des matériels

En raison de l'évolution technologique des types de matériels objet de l'accord-cadre et de leur rapide obsolescence, le titulaire s'engage au cours de l'accord-cadre et sur accord de l'acheteur, à proposer les nouveaux matériels, se rapportant à la famille de produits pour laquelle il a été retenu, dès leur mise en service.

Les configurations proposées au fur et à mesure de l'exécution de l'accord-cadre par le titulaire doivent présenter les dernières évolutions technologiques à la date de la commande et le cas échéant présenter des performances a minima équivalentes à celles définies dans le cahier des clauses techniques particulières initial.

Le titulaire est à même de préciser par écrit à la personne publique la correspondance entre les références des matériels listées dans l'offre pour laquelle il a été retenu et les nouveaux matériels de substitution. Ce document fera référence aux numéros de poste du BPU.

En accord avec l'acheteur, c'est cette dernière version des matériels qui sera livrée.

Modalités de substitution

Le renouvellement de la gamme de produits se fera au fur et à mesure de l'évolution du catalogue du titulaire sans qu'il soit nécessaire de procéder à un avenant.

Cette substitution au cours de l'exécution de l'accord-cadre s'effectue aux conditions administratives inscrites au présent cahier des clauses administratives particulières.

En cas de substitution technique, le prix du nouveau matériel ne peut être supérieur au prix de celui qu'il remplace.

Article 18 : Obligations liées au respect de la protection des données personnelles

Les obligations liées au respect de la protection des données personnelles sont décrites dans le CCTP.

Article 19 : Confidentialité

Le titulaire ne peut en aucun cas reproduire les documents qui lui sont confiés, sur quelque support que ce soit, pour son compte ou celui d'un tiers.

Le titulaire ne peut en aucun cas faire état d'information qu'il aura été à même de connaître au cours de l'exécution de l'accord cadre.

Article 20 : Dérogations au CCAG-TIC

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC.

L'article 3.1 du CCAP déroge à l'article 13.2.1 du CCAG-TIC.

L'article 8 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC.

L'article 8.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG-TIC.

L'article 8.2 du CCAP déroge aux articles 14.1.2 et 14.2 du CCAG-TIC.

L'article 10.1.2 du CCAP déroge aux articles 29, 30, 32, 33 et 34.1 du CCAG-TIC.

L'article 10.2 du CCAP déroge aux articles 33.2.2 et 34.2 du CCAG-TIC.

L'article 11 du CCAP déroge à l'article 36.7 du CCAG-TIC.